

BWT FRANCE

Rapport VSME 2025

Rapport généré avec Portail RSE



Dans un contexte de transition économique, sociale et environnementale accélérée, notre entreprise est consciente de la nécessité de renforcer la transparence de ses pratiques et de structurer sa démarche de durabilité. Le VSME, Voluntary Sustainability Reporting Standard for SMEs, offre un cadre volontaire de référence permettant aux petites et moyennes entreprises de formaliser et de communiquer leurs engagements, leurs impacts et leurs progrès en matière de durabilité.

Ce rapport s'inscrit dans cette dynamique. Il a pour objectif de présenter de manière structurée les pratiques, politiques et indicateurs clés de notre entreprise en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), en tenant compte de sa taille, de son modèle économique et de ses enjeux spécifiques. Au-delà d'un exercice de reporting, ce document constitue un outil de pilotage interne, de dialogue avec nos parties prenantes et de valorisation des actions engagées.

En s'appuyant sur le cadre VSME, notre entreprise adopte une approche proportionnée, pragmatique et progressive de la durabilité. Ce rapport reflète l'état actuel de notre démarche, identifie les principaux risques et opportunités liés aux enjeux ESG, et met en lumière les priorités stratégiques définies pour les années à venir. Il constitue une base de référence appelée à évoluer dans le temps, au rythme de la maturité de notre organisation et des évolutions de son environnement économique et réglementaire.



Informations générales

B1 Base d'établissement

B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable



Environnement

B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

B5 Biodiversité

B6 Eau

B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

C4 Risques climatiques



Social

B8 Effectifs : caractéristiques générales

B9 Effectifs : santé et sécurité

B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme



Gouvernance

B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance



Informations générales

B1 Base d'établissement

B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Cette première partie présente les éléments de contexte nécessaires à la compréhension du profil de notre entreprise. Ce socle descriptif permet de situer les données et indicateurs présentés dans les autres parties, d'en assurer la cohérence et de garantir une lecture claire et proportionnée des métriques communiquées.



**B1** Base d'établissement

Choix du module
Module complet

Type de périmètre
Base individuelle

Forme juridique
Société par actions simplifiée (SAS)

Code(s) NACE
Fabrication de machines diverses d'usage général

Pays d'exercice
FRANCE

Total du bilan (en euros)
54760966 euros

Chiffre d'affaires (en euros)
135665353 euros

Nombre de salariés
539 salariés

Coopérative
NON



B1 Base d’établissement

Liste des filiales incluses dans le rapport

Nom de la filiale	Adresse légale	Pays	Code postal	Commentaires
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-



B1 Base d'établissement

Numéro ID	Nom du site	Adresse	Code postal	Ville	Pays	Géolocalisation
1	BWT France Siège	103, rue Charles Michels	93206	St-denis	FRANCE	[48.929488691 9143,2.343859 024628125]
2	BWT GSB et ventes digitales	15 A Avenue de l'Europe	67012	Strasbourg	FRANCE	[48.610190857 60952,7.71426 3068779674]
3	BWT Nord-OuestLille	ZI - 15A rue du Plouvier	59175	Templemars	FRANCE	[50.563522251 83015,3.06573 24535987525]
4	BWT Nord-Est	9, allée de Longchamp	54601	Villers-lès-Nancy	FRANCE	[48.656933936 39707,6.13830 09534414565]
5	BWT Centre-Ouest	99, avenue Gustave Eiffel	37100	Tours	FRANCE	[47.438152992 25454,0.70023 96533432268]
6	BWT Centre-Est	39 rue Saint Jean de Dieu	69007	Lyon	FRANCE	[45.723308742 692495,4.8457 45797385846]
7	BWT Sud-Ouest	3, avenue de la grande semaine	33700	Mérignac	FRANCE	[44.853425303 760645,- 0.6839167561 630485]
8	BWT Sud-Est	103 impasse E. Gallois	13700	Rousset	FRANCE	[43.466516066 33243,5.61128 2068378644]
9	BWT Services	21-23, rue du petit Albi	95800	Cergy-Pontoise	FRANCE	[49.055045507 83741,2.03463 5139980455]
10	BWT Rotomoulage	60, avenue Carnot	21120	Is-sur-Tille	FRANCE	[47.519344949 08278,5.12352 0039856218]
11	BWT Océan Indien	9, rue Usine	97436	St-Leu	FRANCE	[- 17.654412310 630068,55.743 63110262351]



B1 Base d'établissement

Certifications ou labels en matière de durabilité

Nom du label ou certification	Émetteur	Date d'obtention	Score ou niveau atteint	Commentaire
Ecovadis	Ecovadis	2025-06-01	Gold	Plateforme
Origine France Garantie	Bureau Veritas	2011-01-01	NA	Achats locaux Français



B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Participation effective à la gouvernance

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.

Investissement dans l'économie sociale (en euros)

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.

Limites statutaires à la distribution des profits

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.



B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Déclaration des pratiques et politiques de durabilité

Enjeux de durabilité	Des pratiques/ politiques sont mises en œuvre ou envisagées	Elles sont accessibles au public	Des cibles ont été fixées
Changement climatique	OUI	OUI	OUI
Pollution	OUI	OUI	OUI
Eau et ressources aquatiques et marines	OUI	OUI	OUI
Biodiversité et écosystèmes	OUI	NON	NON
Économie circulaire	OUI	OUI	OUI
Personnel propre à l'entreprise	OUI	OUI	OUI
Travailleurs dans la chaîne de valeur	OUI	OUI	OUI
Communautés affectées	NON	NON	NON
Consommateurs et utilisateurs finaux	OUI	OUI	NON
Conduite des affaires et lutte contre la corruption	OUI	OUI	OUI



C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

Produits et services proposés

Produits de traitement des eaux

Marchés sur lesquels l'entreprise exerce ses activités

4 marchés :

Domestique (exemple : petits adoucisseurs, petits filtres)

Collectif (exemple : gros adoucisseurs, gros filtres, petits osmoseurs, traitement des circuits ECS et de chauffage)

Industrie (exemple: gros osmoseurs, traitement des circuits de chaudières, tours et autres utilités du client)

HORECA (exemple : cartouche destinées aux machines à café des bars et restaurants)



C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

Principales relations d'affaires

Marché Domestique :

GSB en direct

Plombiers à travers des grossistes

Consommateurs particuliers à travers la GSB ou les plombiers (matériel et service)

Marché Collectif : en direct avec les collectivités, hôtels, hôpitaux, restaurants ou à travers des exploitants

Marché Industrie : en direct avec l'industriel

Marché HORECA : en direct

Éléments clés liés aux enjeux de durabilité

Marché domestique :

Adoucisseurs en PE recyclé

Label Origine France Garantie

Formation des plombiers (BWT Academy)

Service dédié aux particuliers (BWT-Service)

Marché collectif :

Avis Technique

Suppression des produits CMR

Reuse de l'eau chez le client

Marché Industrie :

Produits biosourcés et/ou biodégradables

Suppression des produits CMR

Alternative aux produits chimiques (Eco-Mx, Eco-UV)

Reuse de l'eau chez le client

Marché HORECA :

Recyclage des cartouches usagées



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (1/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Changement climatique	Baisse des émissions de gaz à effet de serre Electrification de la flotte de véhicules	baisse de 42% sur scope 1 & 2 , -25% en intensité sur scope 3 en 2030 selon accord de Paris 33% de véhicules électriques en 2030	DG
Pollution	Baisse des déchets chimiques périmés ou présentant un problème, en les réintégrant en tant que matière première pour fabriquer un nouveau produit chimique Eviter les pollutions de granulés plastiques industriels (GPI) par la mise en place de systèmes de récupération.	Division du tonnage de déchets de produits chimiques par 2,6 par rapport à 2023. (cible 2030). Absence de granulés dans les égouts - conservation de noter certificat GPI	Directeur Industriel



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (2/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Eau et ressources aquatiques et marines	Baisse de la consommation d'eau par recyclage après notre banc d'essai	Baisse de 65% par rapport à 2023 (cible 2030).	Directeur Industriel
Biodiversité et écosystèmes	Eviter les pollutions de granulés plastiques industriels (GPI) par la mise en place de systèmes de récupération.	Absence de granulés dans les égouts - conservation de noter certificat GPI	Directeur Industriel



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (3/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Économie circulaire	Réintégration des produits non-conformes en plastique par broyage et transformation en granulés	Hausse du % de matière plastique recyclée utilisée dans nos fabrications pour atteindre 20% en 2030	Directeur Industriel
Personnel propre à l'entreprise	Baisse des accidents du travail Formation du personnel, Evaluation périodique des compétences, Bien-être au travail	TF : 5 - TG: 0,1 en 2030. Nombre moyen d’heures de formation par salarié : 15h/an en 2030. % de salariés bénéficiant d’entretiens d’évaluation annuels : 100% en 2030. % de collaborateurs satisfaits : 80% en 2030	DRH



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (4/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Travailleurs dans la chaîne de valeur	Achats le plus possible en France et en Europe avec des Conditions de travail selon le code du travail	% d’achats réalisés localement (France) : 70%% en 2030. % d’achats réalisés localement (Europe) : 90% en 2030	Directeur Achats
Communautés affectées	Travail avec des ESAT et campagne de sensibilisation au handicap	% de travailleurs handicapés : 6% en 2030	DRH



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (5/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Consommateurs et utilisateurs finaux	Produits sûrs à longue durée de vie (au moins 15 ans)	Durée de vie des produits de 15 ans	Directeur Commercial
Conduite des affaires et lutte contre la corruption	Absence de corruption par politique de cadeaux	Nombre d’incidents liés à l’éthique des affaires : 0	Directeur Commercial



Environnement

B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

B5 Biodiversité

B6 Eau

B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

C4 Risques climatiques

Les métriques environnementales constituent un pilier essentiel du reporting VSME pour notre entreprise, car elles permettent d'évaluer de manière structurée les impacts, les risques et les opportunités liés à nos activités. Elles offrent une base factuelle pour suivre notre performance environnementale dans le temps, comparer les résultats et orienter nos décisions stratégiques.



**B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre**

Consommation d'électricité

	Renouvelable (en MWh)	Non renouvelable (en MWh)	Total (en MWh)
Consommation d'énergie	172.79487	837.70142	1010.49629

Consommation de combustibles

	Renouvelable (en MWh)	Non renouvelable (en MWh)	Total (en MWh)
Consommation d'énergie	0	11794.72	11794.72

Estimation des émissions brutes de GES des scopes 1 et 2

	Scope 1 (en teqCO ₂)	Scope 2 basé sur la localisation (en teqCO ₂)	Total (en teqCO ₂)
Émissions brutes	2788.84	34.15	2822.99

Intensité des GES

0.00002080848158777871605877146835



B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

Estimation des émissions brutes de GES de scope 3

	Émissions brutes de GES (en teqCO ₂)
1. Biens et services achetés	5137.78
2. Biens d'investissement	71.35
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie	0
4. Transport et distribution en amont	483.04
5. Déchets produits lors de l'exploitation	24.74
6. Voyages d'affaires	82.14
7. Déplacements domicile-travail des salariés	103.35
8. Actifs loués en amont	0
9. Acheminement en aval	326.42
10. Transformation des produits vendus	0
11. Utilisation des produits vendus	0
12. Traitement en fin de vie des produits vendus	0
13. Actifs loués en aval	0
14. Franchises	0
15. Investissements	0

Total des émissions brutes de GES de scope 3

	Émissions brutes de GES (en teqCO ₂)
Total du scope 3	6228.82
Total des scopes , 2 (basé sur la localisation) et 3	9051.81



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution de l'air

Non pertinent



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution de l'eau

Non pertinent



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution des sols

Non pertinent



B5 Biodiversité

Sites situés dans les zones sensibles sur le plan de biodiversité

L'entreprise ne dispose pas de sites situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité.



B5 Biodiversité

Affectation des terres

Non pertinent



B6 Eau

Total des prélèvements d'eau sur l'ensemble des sites (en m³)
2039 m3

Total des prélèvements d'eau sur les sites situés dans les zones soumises à un stress hydrique élevé (en m³)
0 m3

Consommation d'eau (en m³)
Les processus de production de l'entreprise n'entraînent pas une consommation d'eau importante



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Description des principes de l'économie circulaire

L'entreprise n'applique pas de principe de l'économie circulaire



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Classification des déchets (1/2)

N°	Type de déchets
01	Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux
02	Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments
03	Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton
04	Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile
05	Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon
06	Déchets des procédés de la chimie minérale
07	Déchets des procédés de la chimie organique
08	Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression
09	Déchets provenant de l'industrie photographique
10	Déchets provenant de procédés thermiques



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Classification des déchets (2/2)

N°	Type de déchets
11	Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux
12	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
13	Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)
14	Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08)
15	Emballages et déchets d'emballages ; absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs
16	Déchets non décrits ailleurs sur la liste
17	Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)
18	Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)
19	Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel
20	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Gestion des déchets

Type	Nom	Dangereu x	Total des déchets produits (en tonnes)	Dont déchets orientés vers le recyclage ou la réutilisation (en tonnes)	Dont déchets éliminés (en tonnes)
15	cartons	NON	36.7	33.66	3.04
02	Biodéchets de cantine	NON	3.4	3.4	0
07	Produits chimiques	OUI	5.9	0	5.9
20	Déchets banals + matières de déclassement	NON	78.3	0	78.3
15	Plastiques	NON	0.5	0.2	0.3
03	Papier	NON	0.3	0.25	0.05
16	Inox	NON	8.3	8.3	0
15	Canettes n aluminium	NON	0.3	0.22	0.08
16	DEEE	NON	0.8	0.8	0



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Flux massique annuel des matières pertinentes utilisées

Nom de la matière essentielle	Masse/Volume	Type de déchets
Matières organiques	3.4	tonnes
Carton	36.7	tonnes
Plastique	0.5	tonnes
Inox	8.3	tonnes
Aluminium	0.3	tonnes
Papier	0.3	tonnes



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Année de référence
2022

Année cible
2030

Cibles de réduction des émissions de GES des scopes 1 et 2

	Année de référence (en teqCO ₂)	Année cible (en teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
Scope 1	3265	1893.7	-42.0 %	Isolation du Siège, changement TGBT, électrification de la flotte
Scope 2 basé sur la localisation	32.17	18.65	-42.0 %	Isolation du Siège, changement TGBT
Total	3297.17	1912.35	-42.0 %	



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Cibles de réduction des émissions de GES du scopes 3

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
1. Biens et services achetés	2840.55	2130.41	-25.0 %	Achat de produits à plus faible émission carbone (exemple : produits chimiques remplacés par une préparation in situ)
2. Biens d'investissement	448.2	336.62	-24.9 %	Biens immobilisés
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie	0	0	0 %	
4. Transport et distribution en amont	374.46	280.85	-25.0 %	Transports en France
5. Déchets produits lors de l'exploitation	4066.63	3049.97	-25.0 %	Réutilisation des déchets dans les productions (plastique et produits chimiques)
6. Voyages d'affaires	4.66	3.5	-24.9 %	Utilisation de Teams
7. Déplacements domicile-travail des salariés	446.63	3049.97	582.9 %	Télétravail
8. Actifs loués en amont	0	0	0 %	



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Cibles de réduction des émissions de GES du scopes 3

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
9. Acheminement en aval	448.82	336.62	-25.0 %	Suppression d'un stock intermédiaire et donc d'un transport
10. Transformation des produits vendus	0	0	0 %	
11. Utilisation des produits vendus	0	0	0 %	
12. Traitement en fin de vie des produits vendus	0	0	0 %	
13. Actifs loués en aval	0	0	0 %	
14. Franchises	0	0	0 %	
15. Investissements	0	0	0 %	

Cumul des cibles de réduction des émissions de GES

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %
Total du scope 3	8629.95	9187.94	6.5 %
Total des scopes 1, 2 (basé sur la localisation) et 3	11927.12	11100.29	-6.9 %



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Description du plan de transition climatique

**Isolation du Siège,
Changement du TGBT,
Electrification de la flotte,
Recyclage de l'eau du banc de test,
Suppression des plastiques dans les emballages,
Production d'adoucisseurs en PE recyclé,
Recyclage des cartouches w+m,
Utilisation de produits biosourcés et biodégradables**



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Contribution du plan de transition climatique à la réduction des émissions de GES

-42% sur scope 1 & 2

-25% sur scope 3

Année prévue d'adoption d'un plan de transition climatique
2025



C4 Risques climatiques

Aléas et risques climatiques recensés

Risque n°	Description	Méthode d'évaluation	Horizon temporel	Actions d'adaptation entreprises
1	Vague de chaleur	Analyse de risque	Court terme	Mise en place à chaque canicule du plan de poursuite chez BWT-Rotomoulage (horaires de travail, pauses supplémentaires dans la salle climatisée). Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action de baisse de la consommation énergétique d'ici 2030 (suite à audit énergétique)
3	Sécheresse	Analyse de risque	Moyen terme	Baisse de la consommation d'eau de nos produits et recyclage de l'eau
4	Fortes précipitations et inondations	Analyse de risque	Court terme	Suppression de quelques interventions si problème d'accès chez le client
5	Vent fort	Analyse de risque	Court terme	Suppression de quelques interventions si déplacements impossibles
6	Neige	Analyse de risque	Court terme	Suppression de quelques interventions si déplacements impossibles



C4 Risques climatiques

Impacts financiers potentiels des risques climatiques

Risque n°	Ce risque a-t-il des impacts financiers potentiels ?	Description des impacts financiers potentiels	Niveau de risque	Horizon temporel
1	OUI	Investissements dans l'isolation et le TGBT du Siège	Faible	Moyen terme
3	OUI	Recherche et développement	Moyen	Moyen terme
4	NON	NA	Faible	Court terme
5	NON	NA	Faible	Court terme
6	NON	NA	Faible	Court terme



Social

B8 Effectifs : caractéristiques générales

B9 Effectifs : santé et sécurité

B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

Les métriques sociales permettent d'appréhender de manière structurée la façon dont notre entreprise gère et développe son capital humain. En apportant des éléments factuels et comparables, ces indicateurs contribuent à évaluer nos pratiques, à identifier les axes de progrès et à démontrer notre engagement en faveur de conditions de travail responsables et d'un impact social positif.





B8 Effectifs : caractéristiques générales

Effectifs par type de contrat

Type de contrat	Nombre de salariés
Contrat permanent	533
Contrat temporaire	6

Effectifs par genre

Genre	Nombre de salariés
Hommes	380
Femmes	159
Autres	0
Non communiqué	0

Taux de rotation du personnel

11.91 %



Informations générales

Environnement

Social

Gouvernance



B8 Effectifs : caractéristiques générales

Effectifs par pays

Pays	Nombre de salariés
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-



B9 Effectifs : santé et sécurité

Nombre d'accidents du travail

9

Taux d'accidents du travail comptabilisables

6.4

Nombre de décès dus à des accidents du travail

0



B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

Respect du salaire minimum applicable
OUI

Rémunération horaire brute moyenne des
salariés hommes en euros
21.85 euros/heure

Rémunération horaire brute moyenne des
salariés femmes en euros
21.16 euros/heure

Écart en pourcentage entre la rémunération des salariés hommes et des salariés femmes
3.16 %

Nombre de salariés couvert par des conventions collectives
539 salariés

Part de salariés couverts par des conventions collectives
Entre 80 et 100%

**B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation**

Nombre moyen d'heures de formation par genre

Genre	Total des heures de formation suivies par les salariés de ce genre	Nombre moyen d'heures de formation
Hommes	9252 heures	24.35 heures/salarié
Femmes	2486 heures	15.64 heures/salarié
Autres	0 heures	n/a heures/salarié
Non communiqué	0 heures	n/a heures/salarié



C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

Nombre de salariés hommes occupant des postes de direction

10

Nombre de salariées femmes occupant des postes de direction

4

Ratio femmes/hommes au niveau de l'encadrement

0.40

Total des travailleurs indépendants sans personnel qui travaillent exclusivement pour l'entreprise

0

Total des travailleurs temporaires mis à disposition par des entreprises exerçant principalement des activités liées à l'emploi

85



C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

La politique de l'entreprise couvre-t-elle le travail des enfants ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle le travail forcé ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la traite des êtres humains ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la discrimination ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la prévention des accidents ?

OUI



C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

Autres thèmes couverts par la politique de l'entreprise
QVT, RPS, harcèlement, liberté syndicale

L'entreprise dispose-t-elle d'un mécanisme permettant aux salariés de déposer des plaintes relatives aux droits de l'homme et aux conditions de travail ?

OUI



C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés au travail des enfants ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés au travail forcé ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés à la traite des êtres humains ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés à la discrimination ?

NON

Autres thèmes concernant des incidents graves confirmés relatifs aux droits de l'homme

Aucun



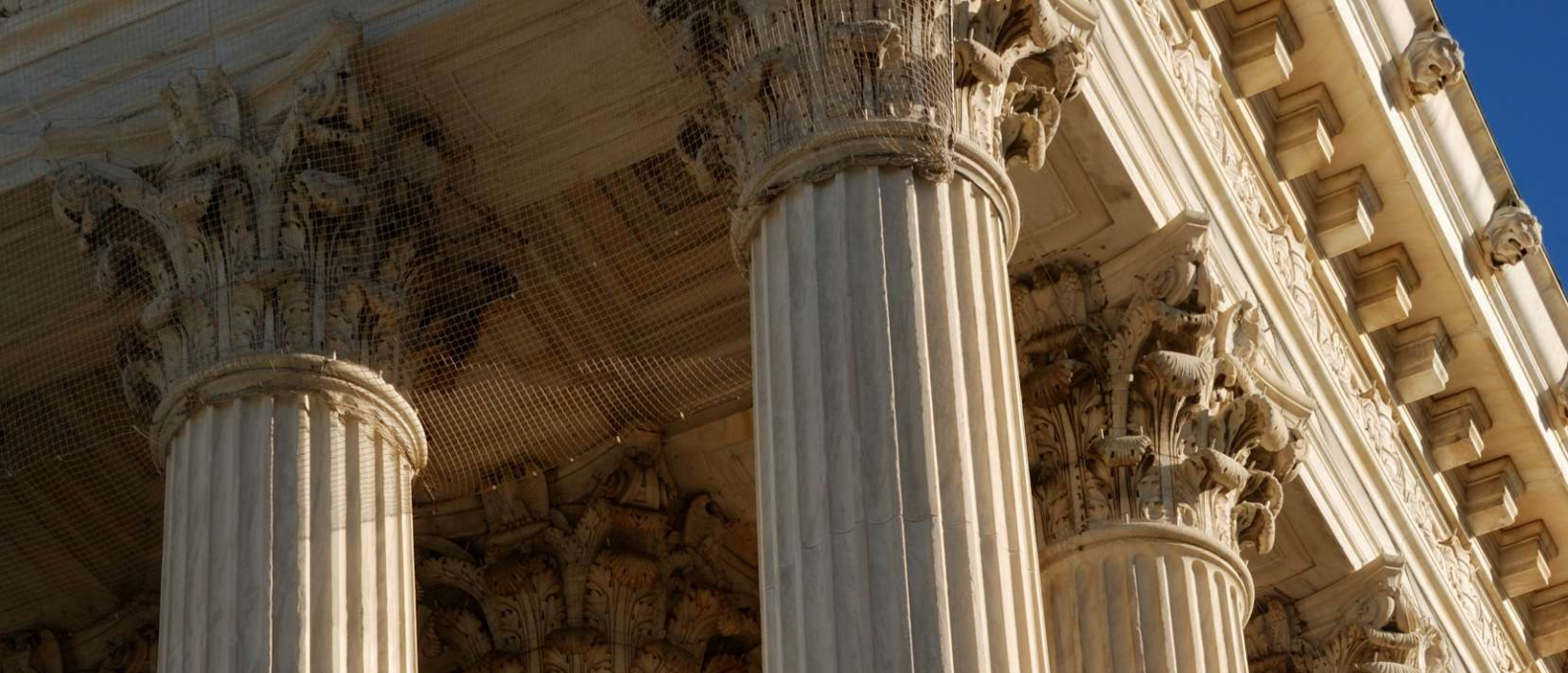
C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

Description des actions mises en œuvre pour gérer les incidents confirmés

NA car pas d'incidents confirmés concernant les droits de l'homme

Incidents graves en matière de droits de l'homme dans la chaîne de valeur et auprès des parties prenantes externes

L'entreprise n'a pas connaissance d'incidents confirmés impliquant des travailleurs de la chaîne de valeur, des communautés affectées, des consommateurs ou des utilisateurs finaux



Gouvernance

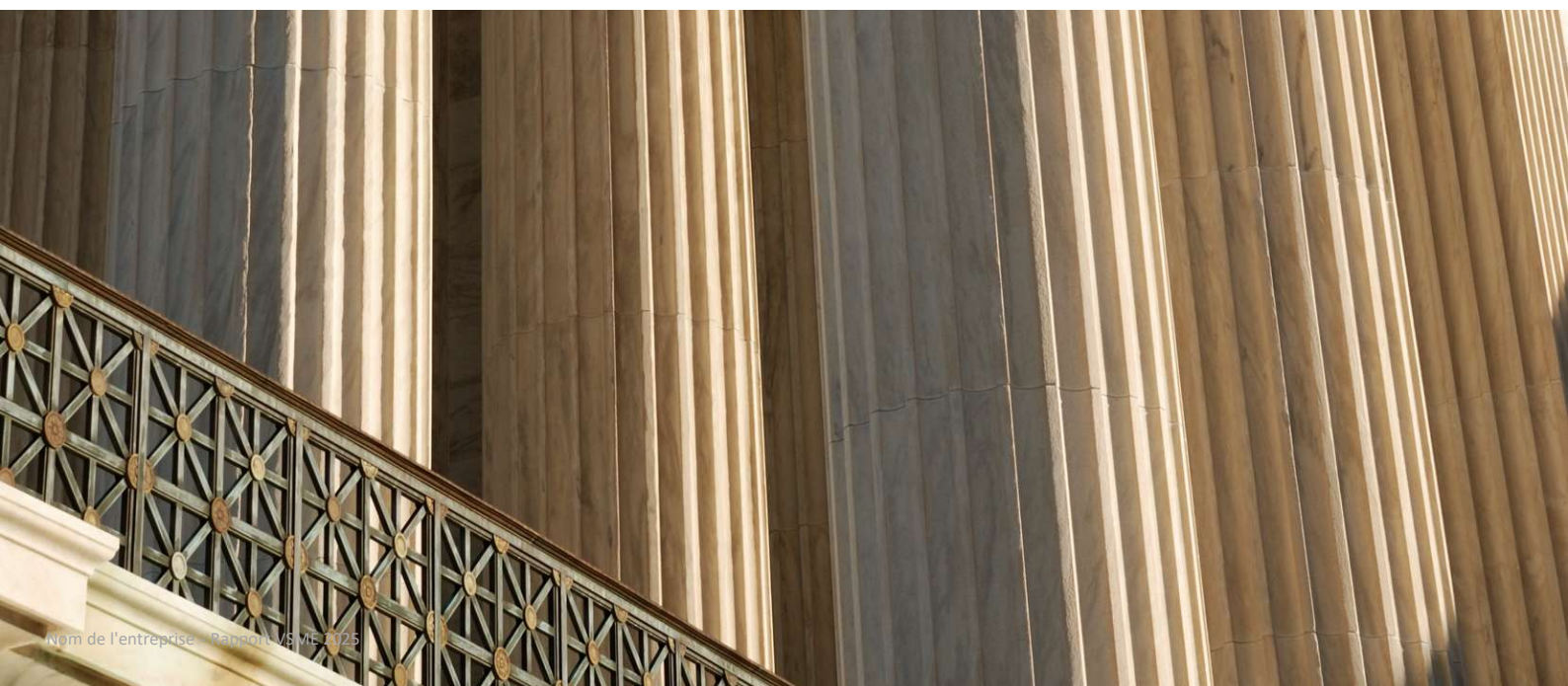
B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance

Les métriques de gouvernance permettent d'évaluer la manière dont notre entreprise est dirigée, contrôlée et responsabilisée. Elles apportent une vision claire et factuelle de nos pratiques de gouvernance, renforcent la crédibilité de notre démarche, soutiennent la confiance des parties prenantes et contribuent à une gestion transparente et durable de l'entreprise.





B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

Nombre de condamnations pour violations des lois anti-corruption

0 condamnations

Montant total des amendes infligées pour corruption

0 euros



C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

Chiffre d'affaires issu des armes controversées (Mines antipersonnel, sous-munitions, armes chimiques, biologiques)

0 euros

Chiffre d'affaires issu du tabac

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du charbon

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du pétrole

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du gaz

0 euros

Total du chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz)

0 euros

Chiffre d'affaires issu des pesticides et produits agrochimiques

0 euros



C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

L'entreprise est-elle exclue des indices de référence « Accord de Paris » de l'Union ?

OUI



C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance

Ratio de mixité au sein de l'organe de gouvernance

50



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



PORTAILRSE

Rendez-vous sur portail-rse.beta.gouv.fr